

**Conseil économique et social**

Distr. générale  
24 août 2010  
Français  
Original: russe

---

**Commission économique pour l'Europe****Comité du commerce****Groupe de travail des politiques de coopération  
en matière de réglementation et de normalisation****Vingtième session**

Genève, 1<sup>er</sup>-3 novembre 2010

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Pratiques en matière de normalisation et de réglementation****Rapport sur les faits nouveaux en matière de réglementation  
dans l'industrie chimique et leur incidence sur le commerce****Document présenté par la délégation de la Fédération de Russie\* \*\***

1. Le Groupe de travail des politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation du Comité du commerce de la Commission économique pour l'Europe a été établi dans le but, notamment, de faciliter le processus d'élimination des obstacles techniques au commerce international en se fondant sur des règles et normes internationales universellement reconnues.

2. Depuis que le Groupe de travail a été établi, 13 recommandations ont été adoptées, notamment une intitulée «Modèle international pour la mise en œuvre de bonnes pratiques de réglementation dans la préparation, l'adoption et l'application des règlements techniques grâce à l'utilisation de normes internationales. De l'avis des experts du Groupe de travail, les efforts accomplis dans le cadre de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (Accord OTC) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pourraient être poussés dans le sens d'un mécanisme général de rapprochement des règlements techniques internationalement reconnus et des normes internationales sur la base des pratiques de référence en matière de gestion de la réglementation technique. Néanmoins, aucune évaluation n'a été faite à ce jour de la mise en œuvre des recommandations, afin de savoir dans quelle mesure elles sont appliquées par les administrations et les organisations de la société civile dans les pays membres de la CEE et de déterminer leur efficacité.

---

\* Le présent document a été soumis tardivement en raison d'un manque de ressources.

\*\* Le Groupe de travail a invité les organisations régionales à présenter des renseignements actualisés sur leurs activités et projets de coopération en matière de réglementation. Il a invité le secrétariat à inclure les rapports en question dans les documents destinés à la prochaine session plénière.

3. La Fédération de Russie souhaite proposer au Groupe de travail d'employer un autre mécanisme à sa disposition et d'effectuer une analyse des problèmes qui se posent aux échelons international et régional en raison d'une surveillance inadéquate de l'application des pratiques de référence relatives aux décisions administratives sur les questions de réglementation technique. Dans bien des cas, ce ne sont pas seulement, ou pas tant, les prescriptions des règlements techniques elles-mêmes qui deviennent des obstacles insurmontables à l'accès aux marchés que le manque de coopération entre les spécialistes nationaux et internationaux et le faible nombre de directives méthodologiques disponibles en temps utile et appropriées, lesquels peuvent sérieusement compromettre l'établissement d'un système de commerce international ouvert, équitable, prévisible et non discriminatoire.

4. Au cours des quatre dernières années, les représentants de la Fédération de Russie ont demandé à deux reprises au Groupe de travail des renseignements sur ce sujet. Ainsi, au Forum international sur le langage commun en matière de réglementation dans le commerce mondial (juin 2006), lors du débat sur les bonnes pratiques de réglementation, l'attention a été appelée sur l'importance de recenser les bonnes pratiques et les approches en matière de réglementation et de les promouvoir auprès des États membres de la CEE intéressés. Les représentants de la Fédération de Russie ont soumis à la CEE une série de questions, laquelle a été communiquée aux membres de l'équipe «START». Des réponses informelles ont été reçues de la part des experts de la Commission européenne, ainsi que des observations de la part du Président du Comité technique TC 127 (Engins de terrassement) de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). La discussion n'a toutefois pas été poursuivie.

5. À la session de novembre 2007 du WP.6, les représentants du Fonds russe pour le développement du secteur de la tuyauterie ont exposé les difficultés rencontrées dans le cadre de l'application du règlement 2006/1907/CE concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (règlement REACH). Les spécialistes du Fonds ont présenté des propositions à plusieurs niveaux, notamment une proposition d'établissement, au sein du Groupe de travail, d'un mécanisme de surveillance et d'évaluation de la mise en œuvre dudit règlement. Hélas, aucune suite n'a été donnée à ces propositions.

6. Considérant les rapports établis par des organisations internationales, à commencer par ceux de la CNUCED et de l'OMC, qui constatent un recours croissant aux règlements techniques à des fins protectionnistes, la Fédération de Russie souhaite de nouveau ouvrir le dossier des bonnes pratiques dans le domaine de la réglementation technique.

7. Les exemples ci-après montrent que cette tâche est nécessaire. La Fédération de Russie se félicite des efforts accomplis par la Commission européenne pour présenter aux sessions du Groupe de travail des rapports sur la mise en œuvre des nouveaux règlements concernant les substances chimiques. Toutefois, elle prie la Commission de tenir compte à l'avenir des difficultés auxquelles se heurtent les exportateurs des pays tiers du fait des nouvelles prescriptions concernant l'exportation de produits chimiques vers l'Union européenne. Elle invite la Commission à réfléchir avec elle aux moyens qui pourraient être mis en œuvre pour éliminer ces difficultés et à tirer parti de cette expérience pour élaborer ou réexaminer des recommandations internationales pertinentes sur la gestion des dossiers de réglementation technique.

8. La Fédération de Russie souligne que cette proposition s'accorde parfaitement avec l'une des principales tâches du Comité du commerce, à savoir l'établissement d'un cadre de réglementation prévisible, transparent et unifié pour le commerce et l'entrepreneuriat, par la création de mécanismes visant à coordonner les règlements et à élaborer, adopter et appliquer des politiques en matière de normalisation, des normes internationales et des méthodes perfectionnées de réglementation technique.

9. Les spécialistes de la réglementation technique sont chargés de concevoir et d'adopter des mesures visant à réduire au minimum les conséquences négatives pour les entreprises des politiques dans ce domaine. Les pratiques en matière de réglementation constituent par conséquent un instrument assez important qui peut avoir un effet négatif sur le commerce.

10. Bien que l'élaboration du règlement REACH ait demandé plusieurs années, son entrée en vigueur a suscité de grandes préoccupations parmi les exportateurs des pays tiers. Les débats ont été axés sur l'arrivée d'un nouvel intermédiaire, le représentant unique, pour les exportations de produits chimiques vers l'Union européenne, la fiabilité et les compétences de cet intermédiaire, et les problèmes liés au manque d'informations à jour, de grande qualité et fiables de la part des autorités compétentes de l'Union au sujet des nouvelles prescriptions s'appliquant à l'importation de produits chimiques. En plus de ces problèmes, des lacunes ont été constatées dans la coordination des activités entre les autorités supranationales et nationales. Tel a été le cas récemment pour la classification des «produits frontières» dans la métallurgie. Il y a un an et demi encore, prévoyant une telle situation, les fabricants ont établi une note d'information sur ce type de produits, qu'ils ont communiquée à l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA). Celle-ci a refusé de fournir une clarification officielle sur la question et a simplement donné aux fabricants un assentiment verbal. Or, au début de l'année 2010, l'autorité chargée de l'application du règlement REACH d'un pays membre de l'Union européenne a exprimé sur la question un point de vue qui s'écartait de ce qui avait été convenu précédemment. Ce type de conflit relatif à la réglementation est très embarrassant pour les exportateurs des pays tiers. En effet, ne pouvant se conformer rapidement aux différentes obligations imposées par les autorités chargées de la réglementation, ils sont tout simplement contraints d'écouler leurs produits sur d'autres marchés.

11. La classification sans fondements scientifiques suffisants de 140 chlorures de nickel dans la catégorie des produits cancérigènes est un autre exemple. En l'occurrence, la transposition d'une décision prise dans un pays membre de l'Union européenne, sans qu'un organe supranational n'ait procédé ultérieurement à un examen ad hoc, a débouché sur une action en justice des producteurs. Cette décision aura également des conséquences négatives sur le commerce des substances visées, dans la mesure où elle s'est traduite par une réorientation majeure des flux commerciaux et des modifications technologiques.

12. À la réunion de juin 2010 du Comité OTC de l'OMC, les représentants de l'Union européenne ont annoncé le lancement d'un projet d'évaluation de la mise en œuvre du règlement REACH. Ce projet consistera notamment à collecter auprès des parties concernées des renseignements sur les problèmes rencontrés dans l'application du règlement.

13. À la dernière session du Groupe de travail, la Fédération de Russie a proposé que le WP.6 mène un projet de ce type. Au stade actuel, il n'est probablement pas nécessaire de reproduire le projet de l'Union européenne. Il semble donc préférable que le Groupe de travail formule des recommandations concernant une nouvelle approche de l'évaluation des conséquences sur le commerce de la gestion des dossiers de réglementation technique.